

Les guerres oubliées de la Birmanie



Des femmes se reposent avec leurs enfants au camp Mai Na dans l'État Kachin, en Birmanie.

TEXTES ET PHOTOS PAR SAMANTHA MCGAVIN, GESTIONNAIRE DE PROGRAMME BIRMANIE

« *Les gens sont pris au piège dans la jungle et ne peuvent pas retourner chez eux dans leur village.* » Nous sommes en avril 2018; Steven et moi discutons dans la chaleur d'une maison de bois dans l'État Kachin, au nord de la Birmanie. Steven est le secrétaire général du Kachin Development Networking Group (KDNG), une formidable organisation partenaire de longue date d'Inter Pares qui se consacre au développement durable et à la protection de l'environnement. Steven et ses collègues me parlent du récent bombardement du canton de Tanai dans l'ouest de l'État Kachin par l'armée birmane, où cette dernière a également mené des offensives cette année. En bloquant les routes, l'armée empêche l'aide de se rendre aux personnes et les villageois de fuir. Le canton de Tanai possède de lucratives mines d'ambre – et l'armée birmane tente d'en prendre le contrôle.

Alors que nous sommes assis à échanger les dernières nouvelles autour d'un thé, Steven et ses collègues ne cessent d'enchaîner les histoires au sujet de mégaprojets d'extraction de ressources naturelles qui délogent les communautés et engendrent un renforcement de la présence militaire. J'ai tellement entendu d'histoires semblables de

déplacements forcés en Birmanie au cours de mes 15 années à Inter Pares. Cela ne fait aucun doute : le gouvernement birman considère la terre comme une ressource qu'il faut contrôler et piller plutôt que de voir celle-ci comme faisant intégralement partie de la vie et de la culture des communautés qui en assurent l'intendance depuis longtemps, et envers lesquelles celui-ci devrait être imputable.

Je passe les deux jours suivants à visiter les camps pour personnes déplacées, aux alentours de Myitkyina, la capitale de l'État Kachin. Gérés par divers comités élus, les camps sont bien organisés, comportant plusieurs rangées de huttes en chaume. Ils sont toutefois très peuplés : entre cinq et dix membres d'une même famille peuvent s'entasser dans une seule pièce d'un peu plus de 18 mètres carrés. Les rations alimentaires sont modestes et les résidents doivent passer des heures à ramasser du bois de chauffage de plus en plus loin.

À Janmai, dans l'un des camps, je suis vraiment frappée de constater l'ampleur du conflit et de sa nature systématique celui-ci est ressenti de manière omniprésente. Les résidents des camps proviennent de 17 communautés à travers la province. Certains d'entre eux ont fui alors qu'ils entendaient l'armée birmane se rapprocher. D'autres ont

PAGE 2 ▶

eu moins de chance; lorsque l'armée est arrivée, les soldats ont tué les villageois ou les ont soumis à de dangereux travaux forcés. Certaines personnes ont entrepris un périlleux périple afin de franchir la ligne de front du conflit armé et de se rendre dans des camps comme Janmai afin d'obtenir un peu d'aide. Cependant, beaucoup d'autres personnes prises au piège derrière la ligne de front sont incapables d'accéder à l'aide internationale alors que le gouvernement birman a entrepris d'empêcher l'aide humanitaire d'atteindre plusieurs camps destinés aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Plutôt que de s'améliorer, la situation n'a fait qu'empirer après l'arrivée au pouvoir d'Aung San Suu Kyi en 2015. Sa porte-parole soutient que les personnes déplacées qui se trouvent du « mauvais côté » de la ligne de front doivent traverser cette dernière afin d'obtenir de l'aide – ce qui contrevient directement au droit international. La situation désespérée de ces personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ne reçoit que très peu d'attention de la part de la communauté internationale, et il en va de même quant au rôle que joue le gouvernement dans celle-ci.

Les cas de violation des droits de la personne par les membres de l'armée birmane, incluant les viols, ne sont que trop fréquents depuis que l'armée a rompu le cessez-le-feu avec les Kachins il y a sept ans. La Kachin Women's Association of Thailand (KWAT), un autre de nos homologues, estime que plus de 120 000 personnes ont été déplacées, et que des milliers ont été tuées depuis la fin du cessez-le-feu. De concert avec le KDNG et d'autres organisations, la KWAT demande aux Nations unies de saisir la Cour pénale internationale sur le cas de la Birmanie en raison des crimes de guerre commis dans l'État Kachin.

Quelques jours plus tard, je rejoins Charm Tong, une vieille amie d'Inter Pares, à Chiang Mai en Thaïlande. Nous discutons des attaques contre les civils que mène continuellement l'armée birmane dans le cadre de la guerre qu'elle livre aux groupes ethniques armés dans l'État Shan. Elle me parle du travail qu'elle effectue avec le Shan State Refugee Committee (SSRC), un groupe nouvellement constitué dirigé par des membres des camps de réfugiés situés à la frontière séparant l'État Shan de la Thaïlande et qui plaide pour la reconnaissance et le soutien des camps. Le SSRC reçoit déjà une

modeste contribution d'Inter Pares, mais il a besoin de fonds plus importants pour offrir de la nourriture et des soins médicaux aux résidents, qui ne peuvent tout simplement pas rentrer chez eux.

Les mêmes préoccupations me hantent alors que je visite nos partenaires en Malaisie – des comités de réfugiés ethniques provenant de Birmanie qui offrent divers services aux membres de leur communauté en plus de les représenter. Malgré les conditions dangereuses et précaires qui règnent en Malaisie, et le fait que les réfugiés ne jouissent là-bas d'aucun statut et qu'ils sont souvent exploités et déportés, les nouvelles en provenance de Birmanie convainquent les gens qu'il n'est pas encore sécuritaire d'y retourner.

Les conversations que j'ai eues durant mon séjour m'ont bien fait comprendre que le processus de paix en Birmanie est profondément compromis, et que les offensives militaires, les crises humanitaires et les violations des droits de la personne se perpétuent bien au-delà des villages rohingyas dans l'État Arakan. La communauté internationale ne consacre que très peu d'attention aux guerres que mène sans relâche l'armée birmane contre son propre peuple; il en va de même pour la complicité du gouvernement dans ce conflit.

Nombre de nos partenaires sont découragés alors que l'espoir de voir naître la Birmanie plus démocratique promise par l'élection d'Aung San Suu Kyi s'estompe. Toutefois, aucune des personnes avec qui j'ai discuté ne m'a dit qu'elle abdiquerait devant ces défis écrasants. Il s'agit de leur patrie. Il s'agit du combat pour l'avenir de leur peuple et celui de leurs générations futures. Abandonner n'est tout simplement pas un choix envisageable.

Le courage, la détermination et les efforts incessants de ces personnes constituent un rappel important de la réalité pour moi qui vis au Canada, bien nourrie et loin de la guerre. Néanmoins, je dois moi aussi persévérer dans mes efforts afin de faire connaître leurs histoires au Canada, et de faire en sorte qu'Inter Pares et le Canada puissent, autant que faire se peut, promouvoir la paix et une véritable démocratie en Birmanie. ☹

Pour plus de photos du séjour de Samantha, et pour plus d'information sur les efforts de plaidoyer au Canada, veuillez visiter le www.interpares.ca/burma2018

Notre programme pour la Birmanie bénéficie du soutien financier du gouvernement du Canada et nous est octroyé par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



Camp de réfugiés Rohingya de Kutupalong près de Cox's Bazar, Bangladesh. La majeure partie du camp de Kutupalong, qui s'étend sur plusieurs kilomètres, a été débarrassée de ses arbres matures, et les abris n'y sont pas solides. Ces conditions rendent les résidents de Kutupalong particulièrement vulnérables aux vents violents et aux glissements de terrain.



Ze Nyoï (à gauche), dirigeante élue des déplacé(e)s internes, avec Samantha McGavin (à droite), dans le camp de personnes déplacées de Janmai dans l'État Kachin. Dans une affaire qui a été grandement médiatisée, son mari, un agriculteur du nom de Lahtaw Brang Shawng, fut arrêté, torturé et accusé. Lors de la visite d'Angelina Jolie au camp Janmai en 2015, Ze Nyoï avait été désignée par ses compatriotes pour parler en leur nom. Dans la petite maison d'adobe de Ze Nyoï se trouve une machine à coudre que Madame Jolie lui a remise lors de sa visite.

Des élèves réfugiées partagent un sourire. Les services communautaires offerts par nos partenaires malaisiens comprennent des centres d'apprentissage pour les enfants, puisque les réfugiés ne sont pas reconnus par le gouvernement malaisien et que les enfants réfugiés ne peuvent conséquemment pas fréquenter les écoles administrées par l'État. La vie est précaire pour les réfugiés installés en Malaisie; ils peuvent gagner de meilleurs salaires que dans leur pays d'origine, mais les emplois qu'ils occupent relèvent de l'exploitation. La peur constante d'être découvert et déporté, à laquelle s'ajoute le fossé de la langue et de la culture, fait en sorte que plusieurs personnes restent enfermées, isolées et déprimées.



Camp de déplacés de Mai Na dans l'État Kachin, en Birmanie. En plus du logement et de modestes rations alimentaires, les camps Janmai et Mai Na offrent aux personnes déplacées une sécurité relative contre l'armée birmane. Ces camps sont situés à proximité de Myitkyina, ce qui offre une certaine sécurité, de même qu'un accès au travail et à l'enseignement. Pas plus tard qu'en 2016, d'autres camps plus éloignés ont été attaqués et bombardés par l'armée birmane.



Samantha McGavin (deuxième à partir de la droite) et Bharat Bishwakarma (au centre), membres du personnel d'Inter Pares, avec des membres du Kachin Development Networking Group. À travers la mobilisation communautaire, la recherche, la publication et le plaidoyer, KDNG se concentre sur les violations des droits de l'homme et les dommages environnementaux liés aux mégaprojets de ressources naturelles. En collaboration avec d'autres groupes de la société civile, il plaide également pour des politiques nationales qui favorisent le fédéralisme, la paix et le développement durable.

Attiser le conflit dans l'État Kachin. C'est à la confluence des rivières N'Mai et Mali, un endroit que les Kachins prisent et considèrent comme le berceau historique de leur peuple, que naît le fleuve Irrawaddy. En 2011, un mégaprojet hydroélectrique aurait inondé une portion de territoire dont la superficie est équivalente à celle de Toronto alors que le niveau de l'eau aurait été haussé de 50 mètres, ce qui aurait affecté d'innombrables communautés situées en aval. L'opposition à ce projet hydroélectrique, où il était prévu d'exporter 90 % de l'électricité produite vers la Chine, fut si forte que le gouvernement décida de suspendre le projet. De tels mégaprojets attisent le conflit armé dans l'État Kachin mais également dans d'autres parties du pays.



INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.



Affaires mondiales
Canada